

CHINE : FICHE PAYS – MARS 2025



Catégorie OCDE (2025) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A+ / A1 / A+

Change : Yuan (RMB) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2060

FORCES

- Solides amortisseurs macroéconomiques
- Importantes réserves de change
- Montée en gamme des exportations
- Investissements importants dans les infrastructures

FAIBLESSES

- Endettement très élevé des entreprises et premier seuil d'alerte atteint pour les ménages
- Système bancaire fragilisé par la dégradation de la qualité du crédit et par le *shadow banking*
- Tensions politiques récurrentes avec les Etats-Unis
- Retournement du marché immobilier

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : La croissance de l'activité s'est avérée inégale en 2024 (consommation privée morose, chute de l'investissement immobilier mais particulièrement soutenu dans les industries technologiques, fort rebond des exportations) mais la cible de croissance des autorités a été atteinte (+5 %). En 2025, les autorités vont renforcer leur *policy mix* pour faire face à l'accumulation de vents contraires, surtout dans la perspective du relèvement des droits de douane américains. A moyen terme, des défis subsistent (endettement élevé, couverture insuffisante de la protection sociale, etc.). La Chine compte s'appuyer sur ses stratégies de « circulation duale » et de « prospérité commune » afin d'accroître le poids de la consommation privée et se spécialiser dans les hautes technologies (de premiers résultats probants pour les véhicules électriques) ;
- Vulnérabilité des comptes publics : Le soutien public conduit à un creusement du déficit public (-7,4 % du PIB en 2024). L'endettement et la forte opacité autour de la structure de la dette des gouvernements locaux reste un point vigilance ;
- Vulnérabilité extérieure : Le *dumping* pratiqué par la Chine l'expose désormais à des réactions protectionnistes. En proie à des pressions baissières, les autorités vont probablement intervenir pour contenir la perte de valeur du Yuan face à l'USD.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Si les plus grandes banques semblent solides, le risque bancaire reste non négligeable avec une dégradation de la qualité des actifs et de la solvabilité de banques de plus petites tailles. La rentabilité pâtit par ailleurs des taux bas.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : La sécurité nationale constitue le nouvel axe politique du pays. Les relations restent tendues avec les Etats-Unis (Taiwan, semi-conducteurs, guerre commerciale, etc.), avec un risque très élevé de nouvelles mesures coercitives ;
- Climat des affaires : Le processus d'ouverture aux investisseurs étrangers se poursuit mais plusieurs éléments (risque réglementaire, géopolitique, etc.) conduisent à une perception moins favorable de la Chine par les investisseurs étrangers.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Les risques climatiques sont intégrés de manière croissante dans les décisions de politique économique. Malgré l'intensification des investissements dans les ENR, la Chine fait face à un risque de transition non négligeable lié à sa dépendance au charbon.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Etats-Unis	16,5%	1 Taïwan	8,8%
2 Hong Kong	9,7%	2 Corée du Sud	7,7%
3 Japon	5,1%	3 Japon	7,5%
4 Corée du Sud	4,4%	4 Etats-Unis	6,5%
24 France	1,3%	19 France	1,5%

Sources : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2023 (% du total)

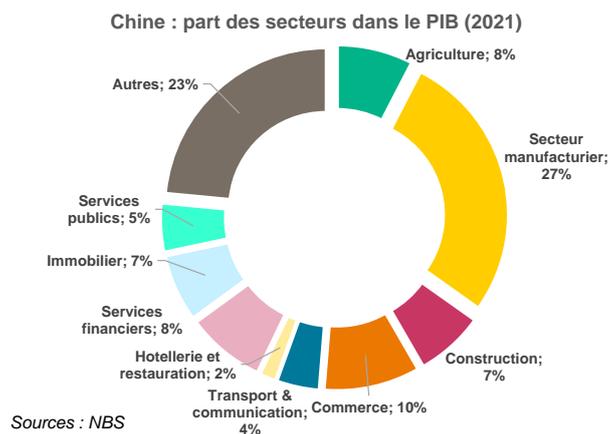
Exportations		Importations	
Machines électriques	26,5%	Machines électriques	21,5%
Machines mécaniques mobiles	15,1%	Combustibles	20,1%
	5,7%	Minerais	9,3%
Matières plastiques	3,9%	Machines mécaniques	7,7%
Meubles	3,6%	Métaux précieux	4,5%

Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CHINE	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	17 759	17 849	17 758	18 273	19 535	20 811
<i>Rang PIB mondiale</i>	2	2	2	2	2	2
Population (Mns)	1 412,6	1 411,8	1 409,7	1 409,1	1 408,1	1 406,8
<i>Rang Population mondiale</i>	1	2	2	2	2	2
PIB / habitant (USD)	12 572	12 643	12 597	12 969	13 873	14 793
Croissance PIB (%)**	8,4	3,0	5,3	5,0	4,5	4,2
Inflation (moyenne annuelle, %)**	0,9	2,0	0,2	0,2	0,9	1,1
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	93,5	92,7	91,9	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	71,9	77,4	84,4	90,1	93,8	97,7
Solde public (% PIB)	-6,0	-7,5	-6,9	-7,4	-7,6	-7,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)**	2,0%	2,5%	1,4%	2,1%	1,2%	1,1%
IDE (% du PIB)	0,9%	-0,1%	-0,8%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	17,3	12,8	13,2	14,7	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)	15,5%	13,7%	13,8%	14,3%	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB)	8,8%	8,2%	7,4%	7,6%	NA	NA
Taux de change****	6,5	6,7	7,0	7,2	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	15,1	15,2	15,1	NA	NA	NA
Taux de NPL	1,7	1,6	1,6	NA	NA	NA
ROE	9,6	9,3	8,9	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	119	125	126	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	21	21	18	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	74	41	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	7	10	11	9	NA	0

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI, *Banque Mondiale, **BMI Fitch Ratings, ***ADB, ****PBoC, *****CEIC, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch





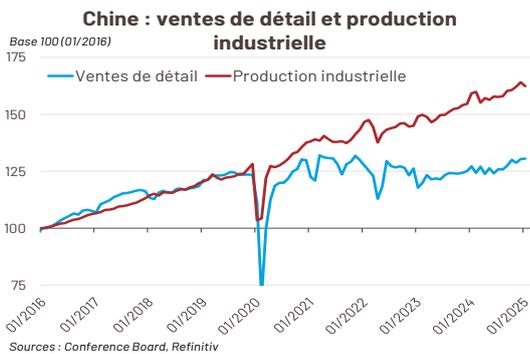
1. SITUATION ECONOMIQUE

• Cible de croissance atteinte en 2024

En 2024, la croissance du PIB a atteint +5 %, soit la cible fixée par les autorités. L'activité aura notamment bénéficié du renforcement du *policy-mix* au S2 2024 : c'est ce que semble révéler la forte révision de la croissance au T3 et l'accélération du T4¹. La croissance s'est néanmoins avérée inégale selon les composantes.

L'investissement manufacturier (+9,2 % en m.a) et la production industrielle (+5,5 %) ont affiché une dynamique soutenue, surtout dans les secteurs orientés à l'export (électronique, automobile, pharmacie) tandis que les autres secteurs enregistraient des résultats plus modérés. L'investissement dans l'immobilier (-10,8 %) a poursuivi son repli, marquant le prolongement de la crise immobilière. Ce phénomène a pesé sur la confiance des ménages, à l'instar d'une perception plus dégradée des perspectives sur le marché de l'emploi ou encore des baisses de salaire dans certains secteurs². Dans ce contexte, la consommation privée a été morose et l'inflation proche de 0 % en 2024.

La demande domestique affaiblie a engendré des surcapacités de production, poussant la Chine à trouver des débouchés à l'export, en pratiquant une politique agressive de prix bas (les véhicules électriques et les panneaux solaires étant des cas emblématiques). Dès lors, les exportations nettes ont affiché une contribution positive à la croissance notable en 2024 (+1,5 pt). Les gains en termes de compétitivité coût ne sauraient cependant occulter les difficultés des entreprises, pour qui les profits se replient en moyenne (-4,7 % en m.a).



• 2025 : multiplication des vents contraires

Pour 2025, un consensus se dégage autour d'un ralentissement de l'activité avec une croissance proche de +4,5 %. Un chiffre qui semble atteignable au vu de

¹ +1,3 % t/t au T3, +0,4 pt par rapport à l'estimation initiale, +1,6 % t/t au T4, soit le niveau de la croissance moyenne entre 2015 et 2019.

² Cette mesure déployée de « Prospérité Commune » (cf. fin de partie 1) vise à réduire les inégalités salariales et fixe des plafonds de rémunération pour plusieurs catégories d'entreprises (finance, tech, entreprises publiques) à près de 3 Mls CNY / an.

³ Croissance moyenne sur l'année si l'activité était stable tout au long de l'année 2025 (c.à.d croissance nulle à chaque trimestre)

⁴ Assouplissement des conditions d'emprunts hypothécaires, financements publics ciblés pour la finalisation de projets immobiliers prioritaires, programme d'achats de logements par les gouvernements locaux, restructuration de la dette onshore de certains promoteurs, etc.

l'acquis de croissance³ de +2,1 % à la fin 2024. La cible des autorités (+5 %) paraît en revanche optimiste, alors que les vents contraires se multiplient (au niveau de la demande interne et externe, cf. *infra*). Depuis fin 2024, les autorités renforcent leur *policy-mix*, en vue de répondre à un environnement plus incertain en 2025. Toutefois, les annonces de mars 2025 manquent de précision, voire d'ambition, concernant le soutien à la demande intérieure.

Sur le front de la consommation privée, après des premiers résultats positifs fin 2024, la politique de subventions de biens de consommation durables (électroménager, véhicules électriques par exemple) n'a néanmoins pas été élargie à d'autres produits à ce stade (soutien public de près de 0,2 % du PIB). En revanche, les salaires dans la fonction publique ont été réhaussés en janvier entre +10 % et +15 %, la première hausse significative depuis dix ans. La succession de mesures pour tenter de redresser le secteur immobilier⁴ s'avèrent peu efficaces à ce stade, ce qui laisse augurer une certaine stabilisation fin 2025⁵. La résolution de la crise immobilière, une composante incontournable du patrimoine des ménages, est un point clé pour diminuer le taux d'épargne (43,4 % du PIB, près de 30 % du revenu disponible brut)⁶.

Du côté externe, après un net rebond en 2024, les exportations chinoises sont désormais sous la menace de la montée du protectionnisme, avec déjà une hausse de 20 pts des droits de douane américains (une hausse de 60 pts avait été initialement évoquée). Les mesures de soutien public seront probablement ajustées courant 2025, en fonction de l'intensité des mesures douanières américaines⁷. La hausse de la demande étrangère, par anticipation de l'augmentation des tarifs douaniers qui a prédominé fin 2024, pourrait rapidement s'infléchir.

• Quelles marges de manœuvre ?

Les mesures budgétaires entre mi 2024 et début 2025 semblent davantage correspondre à une volonté de désamorcer les risques financiers plutôt que de véritablement relancer l'activité. La capacité des gouvernements locaux à financer des projets d'infrastructures a été contrainte ces dernières années par la hausse de leur vulnérabilité budgétaire (cf. Partie 2), induite par la crise immobilière⁸. Dès lors, le relèvement de leurs quotas d'émissions obligataires⁹, combiné à un programme d'échange de dette, devraient alléger le service de leur dette à court terme et augmenter leur capacité d'endettement pour soutenir la croissance, notamment via des investissements dans les

⁵ Signaux de fin de la chute des prix et des ventes depuis le T4 2024.

⁶ Les enquêtes de la PBoC révèlent que 62 % des ménages chinois ont une préférence à davantage épargner sous forme de dépôts au S1 2024, contre 44 % en moyenne durant les années 2010.

⁷ Plusieurs hausses de droits de douane ont déjà été mises en place en mai 2024 : 100 % sur les véhicules électriques, 50 % sur les semis conducteurs et les panneaux solaires, 25 % sur l'acier et l'aluminium

⁸ Les GL se voient confiés d'ambitieux objectifs de croissance malgré un déficit structurel de recettes. En moyenne, 40 % de leurs recettes proviennent de retombées fiscales liées au secteur de l'immobilier (cessions de terrain, taxes).

⁹ 3 800 Mds RMB/an en moy. entre 2020-2024, 4 400 Mds en 2025.

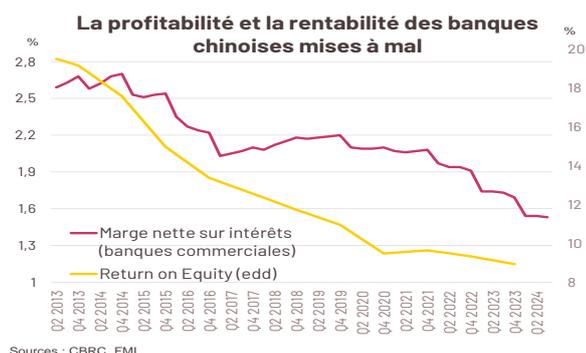


infrastructures (+4,4 % en 2024) et en faveur de la modernisation du système industriel. Les fonds publics levés (1 300 Mds CNY en 2025) pour recapitaliser les banques publiques s'inscrivent dans la même lignée.

Les autorités s'engagent sur la voie d'une politique monétaire plus souple, ce qui se concrétiserait par des baisses du taux directeurs, mais la banque centrale (PBoC) devrait plutôt privilégier une réduction du ratio de réserves obligatoires pour libérer des liquidités afin de préserver les marges nettes sur intérêt des banques, mises à mal par les taux bas¹⁰. Si les marges monétaires semblent un peu plus larges qu'il y a un an (cf. Partie 3), la PBoC fait néanmoins face à des conflits d'intérêts : dépréciation du Yuan, risque de bulle obligataire, rentabilité des banques, etc. Si un rebond des nouveaux crédits bancaires est observable depuis décembre 2024, l'efficacité du desserrement des conditions de financement demande à être confirmée sur la durée. Le niveau d'endettement privé est très élevé en Chine (263 % du PIB) et semble limiter les capacités d'endettement, notamment pour les ménages.

• **Vigilance pour le secteur bancaire**

La qualité du portefeuille des banques se dégrade depuis 2012, en raison principalement des financements des entreprises publiques, peu rentables. La crise immobilière depuis 2022 amplifie cette dégradation¹¹ mais ne se traduit pas par une hausse du ratio de prêts non performants : 1,6 %¹². Cependant, les banques de petite taille¹³ font face à un risque de solvabilité, d'autant plus que leurs ratios de fonds propres pondéré des risques demeurent faibles (13,3 %). Pour faire face à ce risque, 290 établissements de petite taille auraient été absorbés par des banques plus importantes en 2024.



• **Des défis pour la croissance de long terme**

La Chine a pour ambition de devenir un pays à haut revenu d'ici 2035 et souhaite axer son modèle de croissance sur : i) le concept de « Circulation Duale », qui vise à renforcer la consommation privée et à adapter

la production domestique aux besoins du marché intérieur, et ii) la stratégie « Prospérité Commune » (réduire les inégalités, passer la part de la classe moyenne de 30 à 80 % de la population, renforcer l'accès aux services publics). A ce stade, les progrès concernant la protection sociale restent largement insuffisants et contribuent au maintien d'un taux d'épargne élevé. La Chine fait face à un défi démographique de taille¹⁴ et une réforme des retraites va être lancée en 2025-2028 afin de reculer l'âge de départ à la retraite¹⁵. Le 15^e Plan quinquennal sera présenté à l'automne 2025 et reprendra probablement les principales missions du 14^e plan avec des objectifs élevés en termes d'innovation (grand succès de 14^e Plan), de bien-être social et de transition verte.

Le développement du secteur des hautes technologies constitue un axe majeur et des mesures de déduction fiscale ont été introduites pour augmenter de +7 %/an les dépenses de R&D. Toutefois, le fort durcissement de la réglementation américaine réduirait les capacités chinoises d'approvisionnement en puces électroniques et pourrait freiner ces ambitions.

Des doutes subsistent sur la capacité des autorités à financer la croissance, alors que les niveaux d'endettement sont déjà très significatifs. Dans le contexte actuel de nécessité de soutenir l'activité, les objectifs de stabilité financière sont reportés.

2. FINANCES PUBLIQUES

Depuis 2020, le déficit public s'est fortement creusé en raison des mesures successives pour soutenir l'activité. Année de fort stimulus budgétaire, 2024 aura vu le solde public consolidé atteindre -7,4 % du PIB. Une partie de la baisse des recettes en 2024 est en partie liée au fait que la reprise soit tirée par les exportations, qui a tendance à générer moins de recettes fiscales, du fait du système de remboursement de la TVA sur les biens intermédiaires aux exportateurs. Au vu des annonces (cf. Partie 1), le déficit public se creuserait en 2025 (entre -7,2 % et -8,8 % du PIB selon les différentes prévisions).

La situation financière des gouvernements locaux (GL) est très hétérogène, avec un niveau de vulnérabilité plus élevé dans certaines provinces¹⁶. Grâce à des marges plus amples pour opérer leur soutien à l'activité (cf. Partie 1), les GL se voient de nouveau confier des objectifs de croissance élevés en 2025. Le programme d'échange de dette « hors bilan », lié à des garanties accordées à des véhicules de financement (LGFV¹⁷), permettrait en effet de réduire le risque de refinancement à court terme et d'être moins directement impliqué pour

¹⁰ Les taux de dépôt, déjà bas, n'ont que faiblement diminué.

¹¹ Le secteur immobilier représente près de 27 % des encours de crédit et 40 % des prêts reposait sur un collatéral sous forme de bien immobilier en 2023, selon Banque d'Angleterre.

¹² En intégrant les prêts « à mention spéciale », réunissant l'ensemble des prêts de qualité inférieure, non intégrés dans le calcul officiel des NPL par le régulateur, le ratio peut apparaître nettement supérieur. Selon les agences de notation, ce ratio serait supérieur à 10 %.

¹³ 40 banques rurales ont fait faillite et ont été absorbées par d'autres banques en juin 2024, majoritairement dans le Liaoning.

¹⁴ Le ratio de dépendance : 36,5 % en 2010, 45 % en 2023. Selon les autorités, le nombre de personnes de plus de 60 ans passera de 280 actuellement à plus de 400 en 2035.

¹⁵ Pour les hommes : de 60 à 63 ans, pour les femmes de 55 à 58 ans (pour les « professions de bureaux », de 50 à 55 pour les autres).

¹⁶ Par exemple : Chongqing, Jiangxi, Jilin, Heilongjiang, Hunan, Guangxi, Guizhou, Mongolie Intérieure, Qinghai et Tianjin.

¹⁷ Les LGFV sont intimement liés aux GL, via des garanties fournies par ces derniers, et se servent de terrains comme collatéral pour lever des fonds et développer des projets d'infrastructures confiés aux GL.



répondre aux importants besoins de financement des LGFV. La dette officielle des GL aurait augmenté de 14 pts de PIB entre 2019 et 2024 et le FMI estime que ces chiffres sous-estiment grandement le niveau d'endettement, avec une part liée aux LGFV proche de 60 % du PIB selon le FMI.

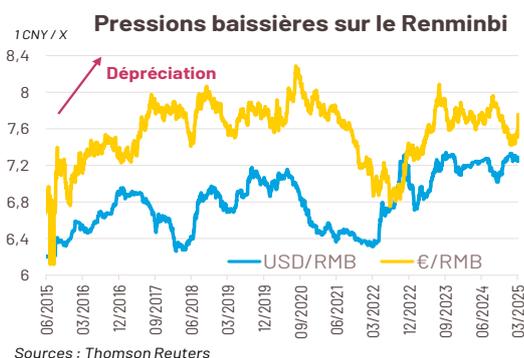
3. POSITION EXTÉRIEURE

- **La compétitivité coût booste les exportations**

Le repli de l'indice des prix à l'export depuis le S2 2023 a offert un avantage compétitif aux exportations chinoises (véhicules électriques, équipements verts et de transport), et l'excédent courant aurait atteint près de +2 % du PIB en 2024 selon les estimations. Cette politique commerciale agressive, permise par une politique de subventions avantageuses¹⁸, suscite néanmoins des réponses protectionnistes de part et d'autre du globe et plus particulièrement aux Etats-Unis (cf. Partie 1), qui pèseraient au S2 2025. A moyen terme, l'excédent courant chinois se maintiendrait à un niveau proche de +1 % du PIB, en raison de « Circulation Duale » (cf. Partie 1) et d'un positionnement plus haut de gamme à l'export.

- **Pression sur le Yuan depuis 2022**

Le Yuan a enregistré une perte de -4 % sa valeur face à l'USD au T4 2024. Plusieurs facteurs ont eu tendance à peser sur la devise chinoise¹⁹ : des indicateurs conjoncturels souvent en deçà des attentes, un différentiel de taux d'intérêt en défaveur de la Chine, ou encore une perception négative des investisseurs étrangers²⁰. Cette perception est à mettre en lien avec le risque géopolitique (cf. Partie 4), les incertitudes concernant l'évolution du cadre réglementaire, ou encore la volonté d'être indirectement exposé à la Chine, poussant les entreprises à passer par des pays tiers pour s'approvisionner ou exporter vers la Chine.



Le calendrier de baisse des taux *Fed Funds*²¹ sera déterminant pour offrir des marges de manœuvre à la

¹⁸ Selon Wind, les subventions à la production représenteraient 20-30 Mds USD/an depuis 2018. D'autres calculs, répertoriés par l'OMC, tablent plutôt sur une estimation entre 240 et 820 Mds USD/an.

¹⁹ Le récent succès de Deepseek a engendré un engouement des investisseurs pour le marché chinois de la tech, favorisant une stabilisation du Yuan, mais cela n'aurait pas vocation à durer.

²⁰ Investissements entrants négatifs sur 3 des 5 derniers trimestres.

²¹ Dont le nombre devrait être très limité en 2025 compte tenu de surprises haussières sur l'inflation américaine.

PBoC afin de baisser ses taux sans craindre d'accroître le différentiel de taux d'intérêt avec les Etats-Unis. Si les facteurs évoqués plus haut contribueraient à maintenir des pressions baissières sur le Yuan en 2025, la PBoC semble à ce stade déterminée à soutenir sa devise : interventions répétées, avec les banques publiques, sur le marché des changes, et relèvement du plafond d'endettement auprès de non-résidents, pour attirer des capitaux et soutenir le cours du Yuan.

L'ouverture de l'économie et plus particulièrement du marché de la dette aux investisseurs étrangers n'est que très graduelle à ce stade. Si, à long terme, le poids international du Yuan a vocation à s'accroître²², la devise chinoise peine à s'imposer et sa part dans les réserves de change internationales a même baissé²³.

4. ASPECTS POLITIQUES

A la suite de la modification de la Constitution en 2018, le Président Xi Jinping a vu son 3^e mandat être validé en 2022. Un remaniement (vice-président, Premier ministre, gouvernement) a laissé place à un renforcement de la garde rapprochée de Xi Jinping au détriment d'anciennes figures emblématiques. Les positions du Président laissent entendre que l'accent sera mis sur la nécessité de renforcer la sécurité nationale.

La réélection de D. Trump à la Présidence des Etats-Unis annonce le retour de la guerre commerciale (comme en 2018-2019²⁴), et de tensions sur divers thématiques comme le trafic de drogue, mais aussi des sujets d'ordre géopolitiques : Taïwan, sécurité en Mer de Chine Méridionale, contrôle et limitation des exportations de technologies (semi-conducteurs) à destination de la Chine, etc. La Chine a par exemple « riposté » en suspendant les exportations de germanium, de gallium et d'antimoine²⁵, éléments clés pour la production de composants électroniques et en imposant des droits de douane de 10 à 15 % sur les produits américains, notamment les biens agricoles.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Malgré une exposition aux risques climatiques (inondations, sécheresse, typhons) la part des dépenses consacrées à la protection environnementale reste relativement faible (0,7 % du PIB). Signataire de l'accord de Paris, la Chine vise la neutralité carbone à horizon 2060 et s'est fixée comme objectif intermédiaire de réduire de 60 % ses émissions de CO2 par unité de PIB d'ici 2030 (par rapport au niveau d'émissions de 2005). La Banque Mondiale estime que pour atteindre la

²² Via la multiplication des accords de swaps, le règlement croissant des pays émergents de leurs échanges commerciaux ou leur remboursement de dette auprès de la Chine en RMB.

²³ 2,2 % fin 2024 contre 2,8 % au S1 2022

²⁴ La Chine s'était engagée à augmenter ses importations américaines (accords de « Phase 1 »), mais n'a pas respecté ses engagements.

²⁵ 60 % du germanium mondial est produit en Chine et 80 % pour le gallium et l'antimoine selon Critical Raw Material Alliance.

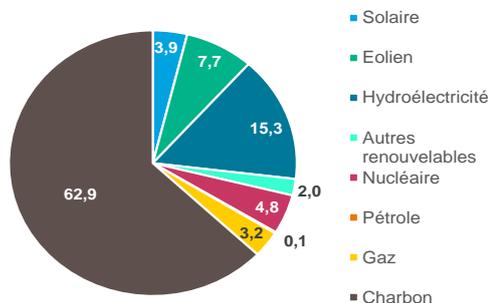


neutralité carbone d'ici 2060, l'investissement nécessaire serait de 1,1 % du PIB / an.

A ce stade la Chine reste très dépendante du charbon (63 % de sa production d'énergie en 2021), ce qui l'expose à un risque de transition non négligeable. La part des énergies non-fossiles devrait atteindre 20 % du mix électrique d'ici 2025 (17 % en 2021), via une politique de subventions du développement de l'éolien et du photovoltaïque. La part du charbon restera néanmoins importante, les autorités ayant opéré un ajustement de leur stratégie à la suite des pénuries d'électricité de 2021 et 2022 et des difficultés de production en 2023. Par ailleurs, le marché du carbone entre dans une nouvelle phase en 2025 : une hausse des coûts de pénalité pour le non-respect des cibles,

élargissement du dispositif à d'autres secteurs (acier, aluminium, ciment) et vers une réduction des quotas d'émissions gratuits.

Chine : production d'électricité, par sources, en % (2021 = 8484,02 TWh)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.